



Réintégrer le social dans l'économie

Il n'y a aucune raison valable de penser que l'économie capitaliste de marché constitue la fin de l'histoire. La seule question pertinente est celle de savoir si ce mode de fonctionnement de l'économie, avec ses défauts, nous convient, ou s'il ne faut pas envisager une alternative.

Anousheh KARVAR, secrétaire nationale de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)

Depuis *La Fable des abeilles* de Bernard Mandeville (1740) et Adam Smith (1723-1790), l'économie libérale repose sur l'idée qu'on ne contribuerait pas au nécessaire enrichissement des nations avec des principes moraux. Au contraire, chaque agent économique viserait son intérêt particulier qui, par un effet combinatoire harmonieux, finirait par assurer ou du moins faire progresser le bien de tous. On aboutirait ainsi à l'expression quasi proverbiale «les vices privés font les vertus publiques». Dans nos sociétés contemporaines occidentales, cette idée nous accompagne toujours, du moins elle est admise et véhiculée par les politiques et les économistes partisans du libéralisme en économie. Malheureusement, la réalité n'a jamais été à la hauteur de l'harmonie promise. D'un côté, il est vrai, l'activité économique s'est fondée sur une infinité d'initiatives individuelles qui ne visent que leur intérêt particulier. Elle s'est avérée être, de ce fait, une formidable machine à produire de la richesse. De l'autre côté, elle n'a jamais réussi à intégrer toute la population. Pis, une part importante de ceux-là mêmes qui ont réussi à s'intégrer dans et par l'activité économique,

se sont sans cesse demandés si le jeu en valait la chandelle, au vu des conditions sociales dans lesquelles cette intégration s'est effectuée et des effets inégalitaires qu'elle a induits. Ainsi, depuis le début de l'histoire de l'économie capitaliste de marché, et en relation étroite avec elle, a émergé une «question sociale», c'est-à-dire un ensemble de conséquences négatives et néfastes sur l'organisation sociale et les liens sociaux à laquelle on n'a cessé depuis d'essayer de répondre avec plus ou moins de succès. Pour résumer, on peut dire que

La puissance productive sans égale de l'économie capitaliste a toujours produit des problèmes sociaux insolubles.

égale de l'économie capitaliste a toujours produit des problèmes sociaux insolubles. Il est important ici de rappeler que l'économie capitaliste de marché est datée historiquement. Elle n'est pas universelle. Il faut aussi distinguer l'*économique*, question à laquelle les sociétés ont à faire face universellement pour vivre, et l'*économie*, qui se caractérise par les modalités spécifiques par lesquelles notre société a institué l'économique. Notre société a répondu à la question économique par l'économie capitaliste de marché, mais la plus grande partie des sociétés humaines connues ont ignoré



© CONFRONTATIONS EUROPE

DOSSIER

Economie : sociale et solidaire ?

cette réalité. Il faut ici se rappeler l'ouvrage classique de Karl Polanyi, *La Grande transformation*, dont un des mérites est de relativiser le mode de production caractéristique des temps modernes occidentaux face à la diversité d'autres modes de production, de répartition et de consommation ayant existé dans l'histoire.

Ce qu'a induit l'économie capitaliste

Du côté des droits de l'Homme, il convient de se souvenir que la Déclaration de 1789 comprend une importante dimension libérale, aussi bien dans le domaine économique que politique. Elle ne se réduit donc pas aux seules libertés politiques comme celle d'opinion et de communication des pensées (articles 10 et 11). Elle comprend aussi des libertés de faire et d'agir qui apparaissent surtout en négatif, comme le droit de faire tout ce que l'on veut tant que l'on ne nuit pas à autrui (article 4). Ce droit comprend la liberté d'initiative, que l'on interprétera comme on l'entendra, par exemple dans le domaine économique, la liberté d'entreprendre et d'être propriétaire (ce dernier point étant explicitement posé), et dans le domaine politique essentiellement comme le droit de contribuer, d'une façon ou d'une autre, à la formation de la loi.

Nous savons aussi que dans les déclarations suivantes, après des débats houleux, des droits sociaux, ou « droits-créances », finiront par s'ajouter aux droits politiques, ou « droits-libertés ». Dès 1848, la question a été au centre des débats parlementaires. Il s'agit bien de répondre, par des droits, aux conséquences de l'usage de la liberté d'agir et, plus précisément, dans l'économie. C'est pour répondre à l'émergence d'immenses problèmes sociaux engendrés par le développement de l'économie capitaliste que des collectifs d'ouvriers ont conçu et mis en œuvre des modes d'organisation originaux

comme les mouvements mutualistes ou mutuellistes, les bourses de travail et les coopératives. C'est aussi cette question sociale, ne l'oublions pas, qui a donné, plus tard, l'impulsion principale au développement de la sociologie. Le premier grand ouvrage de Durkheim s'intitule *De la division du travail social*, porte sur les formes de solidarité sociale et distingue solidarité organique et solidarité mécanique.

L'« économie sociale » ou des variantes qui ne sont pas synonymes mais qui lui sont apparentées comme « économie solidaire », « économie informelle », « économie non-marchande », etc., présentent une forme d'activité économique qui contraste avec le fonctionnement de l'économie dominante. Par contraste avec l'économie capitaliste de marché, l'économie sociale et solidaire ne vise pas à dégager du profit, mais plutôt à produire des biens et des services qui ont une valeur d'usage inséparable d'une valeur éthique. Elle renverse donc le rapport entre valeur d'usage et valeur d'échange qui caractérise notre économie dominante.

Concilier liberté d'initiative et solidarité

L'économie sociale, l'économie solidaire, non marchande... présentent des formes d'économie alternative qui n'ont pas suivi non plus la voie du socialisme marxiste, c'est-à-dire d'une économie administrée par le pouvoir centralisé d'un Etat. Elles ont probablement souffert dans leur audience et leur influence de la bipolarisation entre le libéralisme économique et politique d'un côté et le socialisme bureaucratique ou l'économie administrée par l'Etat de l'autre. Mais c'est là leur honneur d'avoir cherché à penser une activité organisée au niveau de la société civile par la libre coopération des individus, sans rien vouloir céder au plan des droits de l'Homme. Une des faiblesses de l'économie sociale

Une des faiblesses de l'économie sociale et solidaire est de n'avoir pensé ses modèles alternatifs qu'en termes locaux, sans jamais arriver à rejoindre le niveau de la totalité sociale.

et solidaire, en revanche, est de n'avoir pensé ses modèles alternatifs qu'en termes locaux sans jamais arriver à rejoindre le niveau de la totalité sociale.

Maintenant que son rival « socialiste » a été mis à bas, si l'on veut échapper aux dégâts sociaux que l'économie capitaliste de marché continue plus que jamais de produire, c'est du côté de ces conceptions et expériences qu'il faut se tourner pour y trouver les germes d'une économie alternative. En suivant cette voie, on aurait des chances de concilier les libertés d'initiative, quel qu'en soit le champ, et les droits sociaux qui doivent non plus être pensés comme des créances à l'égard de l'Etat mais comme une exigence de solidarité opposable à tous. Il faut donc allier la liberté des individus de se lier selon leurs affinités électives et leurs intérêts ou projets communs qui caractérisent « la société des individus », et l'obligation collective d'intégration des membres de la communauté dans des conditions de dignité et d'égalité.

Solidarité et responsabilité, autogestion aurait-on rajouté dans d'autres temps, sont les valeurs clés d'une organisation de la société par elle-même. Une société qui reprendrait enfin une part de la souveraineté qu'elle a abandonnée à la logique autonomisée de l'économie capitaliste, et à laquelle elle s'est ainsi aliénée. C'est également dans une juste articulation de ces valeurs que pourraient trouver à se combiner la mobilisation des énergies réunies autour de projets communs et la prise en compte de tous ceux qui, qu'elles en soient les raisons, n'adhèrent pas à ces projets. L'économie sociale et solidaire pourrait offrir cette organisation mêlant la dimension sociale et de communauté de telle sorte que la majorité ne soit pas tyrannique à l'égard de la minorité. Une exigence conforme au respect des droits de l'Homme dans la société. ●